

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 19/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

COOPERATIVE AGRICOLE Ile-de-France Sud

ZI Les Rochettes
Morigny Champigny
91150 Morigny-Champigny

Références : D2026-0362

Code AIOT : 0006504682

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement COOPERATIVE AGRICOLE Ile-de-France Sud implanté Z.I Les Rochettes 91150 Morigny-Champigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est inscrite dans le cadre du programme d'inspection annuel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPERATIVE AGRICOLE Ile-de-France Sud
- Z.I Les Rochettes 91150 Morigny-Champigny
- Code AIOT : 0006504682
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COOPERATIVE AGRICOLE ÎLE-DE-FRANCE SUD exploite sur la commune de MORIGNY-CHAMPIGNY, un établissement qui a pour activités principales, les activités suivantes :

- le stockage de grains et de céréales :
- * la réception des grains, céréales et oléoprotéagineux par camions et engins agricoles,
- * le nettoyage,
- * le séchage, le stockage en vrac en cellules verticales,
- * la reprise des produits pour le chargement des véhicules d'expédition (camions) ;
- * le stockage d'engrais et de produits phytosanitaires.

Les produits sont expédiés par camions seulement. Le site dispose d'un embranchement raccordé au réseau ferré qui permet d'effectuer des expéditions par le rail. Le transport par voie ferrée a été arrêté pour l'instant. L'exploitant utilise du transport fluvial via le site de Corbeil-Essonnes.

Le site comprend :

- un silo métallique vertical n° 2 de 15 400 m³ ;
- un silo métallique vertical n° 2bis de 20 000 m³ ;
- un silo métallique vertical « ONIC » de 26 000 m³ ;
- deux séchoirs de puissance thermique de 12,18 MW ;
- un broyeur-concasseur de puissance 582 kw ;
- un bâtiment de stockage de produits phytosanitaires ;
- des cuves de stockages d'engrais liquides ;
- des zones de stockage d'engrais solides.

L'installation a été autorisée par l'arrêté préfectoral n° 871273 du 30 avril 1987.

L'autorisation d'exploitation a été complétée par les actes administratifs suivants :

- Récépissé de déclaration du 28 octobre 1999 ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2000/PREF-DCL/0136 du 20 mars 2000 ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2002.PREF.DCL/0266 du 23 juillet 2002 ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2006-PREF-DCI/3/BE/n°0003 du 5 janvier 2006 ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2010.PREF.DCI/2 BE 0101 du 18 juin 2010.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle des installations électriques (suivi des non-conformités)	Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, article Titre 2 > Article 3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
2	Zones ATEX	Lettre du 25/02/2020, article RQ. 6.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
3	Situation administrative	Autre du 26/06/2023	/	Demande d'action corrective	3 mois
6	Propreté à l'intérieur des installations	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Demande d'action corrective	3 mois
7	Prévention des	Arrêté Préfectoral	/	Demande d'action	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	risques - visite de terrain	du 18/06/2010, article 1.1 du titre 2		corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Foudre (contrôle)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
5	Foudre (surveillance)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs demandes sont formulées dans ce rapport d'inspection et portant notamment sur les installations électriques, le zonage ATEX et le nettoyage des parties inaccessibles des silos. La situation administrative doit également être éclaircie vis-à-vis du classement du séchoir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des installations électriques (suivi des non-conformités)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, article Titre 2 > Article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 11/08/2022
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport comporte : <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé en référence notamment aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel silos du 29 mars 2004 modifié. Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant remédie aux non-conformités dans les délais les plus brefs.

Constats :***** INSPECTION DU 12/04/2022 *****

L'exploitant présente le dernier rapport de vérification des installations électriques du site par la société APAVE en date du 22/10/2021. Le rapport mentionne des non-conformités qui ne sont pas levées. L'exploitant présente un planning de levée des non-conformités de l'ensemble des sites du groupe. La levée des non-conformités pour le site de Morigny est programmée entre le 15/05/2022 et le 31/08/2022. → **Non-conformité : L'exploitant n'a pas remédié aux non-conformités des installations électriques dans les délais les plus brefs.**

***** INSPECTION DU 18/12/2025 *****

L'exploitant présente :

- le dernier rapport de vérification des installations électriques du site par la société APAVE en date du 26/11/2025 n°135351093-001-1. Le rapport mentionne des non-conformités qui ne sont pas levées.
- Le Q18 associé. Ce dernier indique que les installations présentent des risques d'incendie ou d'explosion.

L'exploitant indique que :

- les travaux sont en cours de chiffrage avec la société INEO pour la reprise du TGBT. Il indique que les premiers devis s'élèvent à 100 k€. Il va programmer l'intervention mais il est possible que cette dernière soit répartie sur 2 ans afin d'amortir les coûts des travaux ;
- certaines parties de l'installation ne sont plus utilisées. Ce seraient ces parties que le vérificateur n'a pas visitées.

L'inspection confirme qu'il faut prévoir de réaliser une coupure totale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1 : Afin de se conformer à l'article 3.1 titre 2 de l'arrêté préfectoral du 18/06/2010, l'exploitant transmettra le planning de mise en conformité des installations électriques sous un délai inférieur à 3 mois. Ce planning précisera les délais pour l'ensemble des non-conformités et non pas seulement celles entraînant des risques d'incendie et d'explosion.

Demande 2 : L'exploitant confirmera que les installations indiquées comme non-contrôlées dans le Q18 correspondent aux installations dites désaffectées (pour lesquelles l'électricité est coupée).

Demande 3 : L'exploitant doit prévoir la coupure électrique totale dans le cadre du contrôle électrique du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Zones ATEX

Référence réglementaire : Lettre du 25/02/2020, article RQ. 6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 11/08/2022

Prescription contrôlée :

Rq 6.1 de l'inspection du 25/02/2020 :

Le zonage ATEX présenté par l'exploitant se base sur une étude de l'Ineris de 1999, l'exploitant ne considère pas de zones ATEX pouvant se créer au niveau du séchoir, ou du boisseau de chargement, du bac de récupération des poussières.

L'exploitant devra s'assurer que les zones ATEX répertoriées dans la procédure 640 RFI 01 sont exhaustives.

Constats :

*** INSPECTION DU 12/04/2022 ***

L'exploitant indique que l'étude INERIS de 1999 permet de conclure que le site comprend seulement les zones suivantes en « zone 22 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se former dans l'air en fonctionnement normal ou bien, si une telle formation se produit néanmoins, n'est que de durée courte » : - intérieur des filtres à manches et cyclones, - intérieur des canalisations d'air poussiéreux du système d'aspiration de la manutention, - élévateur de plus de 200 tonnes/heures en fonctionnement dégradé. → **L'exploitant n'a pas pu présenter les conclusions de l'étude INERIS de 1999 ayant permis de conclure que seules les 3 zones énumérées sont considérées ATEX.**

L'exploitant devra justifier les zones ATEX du site.

*** INSPECTION DU 18/12/2025 ***

L'exploitant a présenté l'étude ATEX de l'INERIS de 1999. Cette étude est générique.

En revanche, l'exploitant a présenté le document APAVE concluant sur le zonage ATEX du site. Ce document n'évoque pas le séchoir, l'alimentation gaz ou encore la charge de batteries. Il demande en revanche de "compléter le zonage ATEX en intégrant les activités annexes du process principal telles que les stockages de produits inflammables".

Par mail du 18/12/2025, l'inspection a sollicité l'exploitant afin de savoir si ce complément a été apporté à l'étude.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 4: Afin de s'assurer de l'exhaustivité de l'étude ATEX, l'exploitant transmettra le complément d'analyse relatif aux activités annexes du process de stockage (séchoir, livraison gaz, charge de batterie, stockage de produits inflammables...) sous 3 mois. En l'absence de ce complément, l'exploitant est tenu de faire le nécessaire afin de définir le zonage ATEX pour l'ensemble du site sous 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 26/06/2023

Thème(s) : Situation administrative, Double classement 2160/2910 ou 2260/2910

Prescription contrôlée :

Note d'interprétation classement des séchoirs n°IR_23-07-26-2260_séchoirs du 26/07/2023

1 Principe de classement des séchoirs

Le séchage de matières, au moyen d'un générateur de chaleur (installation de combustion), peut se distinguer selon deux technologies :

- Mode de chauffage indirect : les gaz de combustion ne sont pas en contact direct avec les matières à sécher. La chaleur produite par la combustion est transférée aux matières à sécher à travers une paroi pleine.

Ces générateurs ne sont pas concernés par la présente fiche, ils sont à classer sous la rubrique 2910.

- Mode de chauffage direct : les gaz de combustion sont introduits directement dans la masse de matières à sécher. Les gaz chauds de combustion sont, dans ce cas, utilisés afin de sécher les matières par contact direct (mélange entre les matières à sécher et les gaz de combustion).

Ce sont les séchoirs utilisant un mode de chauffage direct qui font l'objet de la présente note (cf 2.2.2).

2.2.2 Classement ICPE

- Séchage intégré au process d'une activité classée ICPE

Selon le principe de classement (§1), si le séchage de céréales par contact direct est utilisé pour permettre l'activité de stockage classée au titre de la rubrique 2160, alors ce séchoir est également classé au titre de la rubrique 2160.

- Séchage non intégré au process d'une activité classée ICPE

Selon le principe de classement (§1), si les [céréales] sont transférées vers des unités de stockage non classées au titre de la rubrique 2160 (car aucun seuil de classement de la rubrique 2160 n'est atteint), alors ce séchoir relève de la rubrique 2260-2.

Si un séchoir de céréales (séchage par contact direct du produit avec les gaz de combustion) est utilisé seul, alors ce séchoir relève de la rubrique 2260-2.

Constats :

Le site est classé actuellement comme suit :

- 2160-2.a - silos verticaux de volume 61400m3 (A)
- 2260-1 - action sur le grain avec une puissance de mise en œuvre de 582kW (A)
- 2910.A-2 - Combustion au gaz naturel au niveau du séchoir de puissance 12,18MW (D)

L'exploitant indique, sans toutefois pouvoir le certifier, que l'air chaud est envoyé dans des conduits et les grains de maïs sont séchés en transitant à proximité de ces conduits. Le mode de chauffage serait donc indirect.

Il précise que le séchoir sera contrôlé en mai-juin et que les modalités de séchage pourront être confirmées à ce moment-là par le technicien de la SMES.

L'inspection demande à être présente pour le contrôle du séchoir 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 5: L'exploitant confirmera si le mode de chauffage est direct ou indirect et précisera le cas échéant, la situation administrative à considérer sous un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Foudre (contrôle)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Protection foudre

Prescription contrôlée :

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle dit « vérification complète » des protections foudre du site du 25 janvier 2024. Le rapport indique que des travaux de connexion ont été faits (colonne sèche) .

L'exploitant a présenté le rapport de vérification visuelle du 27 janvier 2025 par Etablissements RENARD. Ce rapport conclut à la conformité des installations.

Le carnet de bord indique que la dernière vérification complète date du 25 janvier 2024 et que les installations sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Foudre (surveillance)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance foudre

Prescription contrôlée :

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.

Constats :

Il a été constaté sur la descente de terre du silo ONIC que le compteur foudre était à 2. Le rapport de vérification du 27 janvier 2025 précise que ce chiffre est inchangé depuis 2019.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Propreté à l'intérieur des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage

Prescription contrôlée :

Tous les silos [...] sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

Le guide silo prévoit :

Pour les cas d'installations disposant de parties hautes difficiles d'accès, les principes généraux suivants peuvent permettre de limiter au mieux les risques d'accident :

- toutes les parties accessibles doivent faire l'objet d'un nettoyage à une fréquence définie par l'exploitant ;
- il peut être fait appel, pour les parties « inaccessibles », à une fréquence définie par l'exploitant

en fonction du taux d'empoussièrement constaté de l'installation, à des sociétés spécialisées dans le nettoyage de surfaces d'accès difficile ;

- l'étude de dangers du site doit prendre en compte l'empoussièrement du silo, et le matériel installé doit être adapté ;

- en cas d'empoussièrement récurrent et de nettoyage difficile, il importe de découpler les zones au maximum (il convient cependant de s'interroger sur les conséquences pour les tiers) ;

- des mesures de limitation de l'empoussièrement lors des phases d'exploitation du silo doivent être étudiées : ce peut être par exemple la mise en place de mesures de cantonnement, de goulottes ou de couloirs de chute pour accompagner la chute des produits ; lors de l'ensilage, l'encagement des galeries supérieures, la non utilisation du système dit « de ventilation vidange » (vidange de silo plat par ventilation), la nébulisation lors de l'ensilage, etc.

Constats :

Les éléments suivant ont été constatés lors de l'inspection du silo 2 :

- les témoins d'empoussièrement au sol sont visibles à tous les niveaux ;
- il n'y avait pas de poussières volantes et ce à tous les niveaux,
- la zone rez-de-chaussée est propre au niveau de l'accès, en revanche de la poussière est présente au sol sur le niveau surélevé du rez-de-chaussée,
- les canalisations, appareils et équipements et parois sont recouverts de poussière. Certaines zones sont particulièrement inaccessibles,
- des grains sont présents au sol au niveau du calibreux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 6 : L'exploitant doit définir des modalités de nettoyage pour les zones inaccessibles des silos conformément à ce que prévoit le guide silo afin de répondre à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004.

Demande 7 : Si une réparation temporaire peut être retenue pour les zones présentant des fuites de grains, l'exploitant doit établir un planning de travaux de reprise de ces fuites dès que ces dernières sont constatées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prévention des risques - visite de terrain

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2010, article 1.1 du titre 2

Thème(s) : Autre, visite du site

Prescription contrôlée :

L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et l'entretien selon des règles destinées à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement.

Constats :

Le site comprend un bâtiment à deux cellules de l'autre côté de la route.

Ce bâtiment sert :

- de stockage pour les engrais et les produits phytosanitaires

- de stockage de semences en big bag

Il a été constaté :

- 5 cases de stockage d'engrais. Certains stockages sont recouverts de bâche. La ligne de hauteur limite est respectée de manière lisible sur 1 des cases.
- Il n'y a pas de ligne visible au mur pour la case d'ammonitrate,
- Sur la case du SULFAN l'exploitant indique que la ligne est respectée sur le bord de la case mais que la hauteur au centre est plus importante ce qui empêche la lisibilité.
- Une cuve de désherbant n'est pas placée sur rétention
- un sac désignant de l'ammonitrate est présent dans le stockage de semences. L'exploitant indique qu'il ne s'agit pas d'ammonitrate mais de déchets, le sac a été réutilisé.

L'inspection s'interroge quant au classement sous la rubrique 1510 du stockage de semences en big bag.

L'exploitant fournira l'état des stocks maximal pour ce stockage. Au vu de l'état du bâtiment, il conviendrait que le stockage de matières combustibles dans ce bâtiment ne dépasse pas les 500t afin de ne pas relever de la rubrique 1510.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 8 : La ligne de remplissage pour la case ammonitrate est à tracer.

Demande 9 : Il convient d'améliorer le témoin de remplissage pour la case SULFAN.

Demande 10 : La cuve de désherbant doit être placée sur rétention. Cette demande vaut également pour tous les produits polluants liquides susceptibles d'être stockés sur le site.

Demande 11 : Il conviendrait de ne pas réutiliser les sacs de produits dangereux pour une autre utilisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois